

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1934

N° _____

THÈSE

POUR LE

358

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Moses FROIM

Né le 17 Septembre 1907 à Trg. Neamtz (Roumanie)

**Le problème médico-social
de l'alcoolisme en Roumanie**

Président : M. TANON, professeur

PARIS

LIBRAIRIE MEDICALE MARCEL VIGNÉ

13, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE

—
1934

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1934

N° _____

THÈSE

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PAR

Moses FROIM

Né le 17 Septembre 1907 à Trg. Neamtz (Roumanie)

Le problème médico-social de l'alcoolisme en Roumanie

Président : M. TANON, professeur

PARIS

LIBRAIRIE MÉDICALE MARCEL VIGNÉ
13, RUE DE L'ÉCOLE-DE-MÉDECINE

—
1934

I. — PROFESSEURS

	MM.
Anatomie	ROUVIERE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale	PROUST.
Physiologie	Léon BINET.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESCREZ.
Bactériologie	Robert DEBRÉ.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales	BAUDOUIN.
Pathologie médicale	CLERC.
Pathologie chirurgicale	CHEVASSU.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale	TIFFENEAU.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie	LAIGNÉL-LAVASTINE.
Pathologie expérimentale et comparée	FIESSINGER.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Clinique médicale	ACHARD.
»	BEZANÇON.
»	CARNOT.
»	Marcel LABBÉ.
Hygiène et clinique de la première enfance	LEREBOULLET.
Clinique des maladies des enfants	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	GOUGEROT.
Clinique des maladies du système nerveux	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	LEMIERRE.
Clinique chirurgicale	CUNEO.
»	GOSSET.
»	GREGOIRE.
»	LENORMANT.
Clinique ophtalmologique	TERRIEN.
Clinique urologique	MARION.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
»	COUVELAIRE.
»	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBREDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	RATHERY.
Clinique oto-rhino-laryngologique	LEMAITRE.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Clinique de la Tuberculose	Léon BERNARD.
Clinique chirurgicale orthopédique de l'adulte	MATHIEU.
Professeurs sans chaire	HOVELACQUE.
»	MULON.
»	OLIVIER.
»	VERNE.



II. — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.		MM.	
ALAJOUANINE	Neurol. et Psychiâtrie.	LANTUEJOUL	Obstétrique.
BÉNARD (Henri)	Pathologie médicale.	LAROCHE (Guy)	Pathologie médicale.
BERNARD (Etienne)..	Pathologie médicale.	LEMAIRE	Pathol. expérimentale.
BOULIN	Pathologie médicale.	LEVEUF	Patholog. chirurgicale.
BROCQ	Patholog. chirurgicale.	Mlle J. LEVY	Pharmacologie.
BULLIARD	Histologie.	LEVY-VALENSI	Neurol. et Psychiâtrie.
CATHALA	Pathologie médicale.	MOREAU	Pathologie médicale.
CHABROL	Pathologie médicale.	MOULONGUET	Patholog. chirurgicale.
CHEVALLIER	Pathologie médicale.	MOUQUIN	Pathologie médicale.
DOGNON	Physique.	OVERLING	Anatomie pathologiç.
DONZELOT	Pathologie médicale.	PETIT-DUTAILLIS	Patholog. chirurgicale.
FEY	Urologie.	PIEDELIEVRE	Médecine légale.
GALLIARD	Parasitologie.	PORTES	Obstétrique.
GASTINEL	Bactériologie.	QUÉNU	Patholog. chirurgicale.
GATELLIER	Patholog. chirurgicale.	RICHET	Physiologie.
DE GAUDART D'ALLAINES	Patholog. chirurgicale.	SANNIÉ	Chimie biologique.
GAYET	Physiologie.	SÈNEQUE	Patholog. chirurgicæle.
GIROUD	Histologie.	SÉZARY	Dermatol. et syphiligr.
HAGUENAU	Pathologie médicale.	TROISIER	Pathol. expérimentale.
HALPHEN	Oto-rhino-laryngol.	TURPIN	Pathologie médicale.
HAZARD	Pharmacologie.	VALLÉRY-RADOT	
HUGUENIN	Anatomie pathologiç.	(Pasteur)	Pathologie médicale.
JOANNON	Hygiène.	VELTER	Ophthalmologie.
LABBÉ (Henri)	Chimie biologique.	VIGNES	Obstétrique.
LACOMME	Obstétrique.	WILMOTH	Patholog. chirurgicæle.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.		MM.	
ALGLAVE	Pathologie chirurgic.	LEROUX	Anatomie pathologiç.
BUSQUET	Pharmacologie.	LEVEU-LEMAIRE	Parasitologie.
CHAILLEY-BERT	Physiologie.	ZIMMERN	Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE A TITRE PERMANENT

MM.		MM.	
ABRAMI	Clinique médicale.	HEITZ-BOYER	Clinique chirurgicale.
AUBERTIN	Clinique médicale.	MOCQUOT	Clinique chirurgicale.
BRULE	Clinique médicale.	MOURE	Clinique chirurgicale.
CHIRAY	Clinique médicale.	SCHWARTZ	Clinique chirurgicale.
DUVOIR	Clinique médicale.	GUENIOT	Clinique obstétricale.
HARVIER	Clinique médicale.	LE LORIER	Clinique obstétricale.
LIAN	Clinique médicale.	LEVY-SOLAL	Clinique obstétricale.
BASSET	Clinique chirurgicale.	METZGER	Clinique obstétricale.
CADENAT	Clinique chirurgicale.		

V. — CHARGÉS DE COURS

MM.

CHAILLEY-BERT, agrégé	Education physique.
FREY	Stomatologie.
LEDOUX-LEBARD	Radiologie clinique.
WEIL-HALLÉ	Puériculture.

Par délibération en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DE MON PÈRE

A MA MÈRE ET A MON FRÈRE

*En témoignage de mon affection et de ma
gratitude.*

A MES SOEURS

A MON AMI JEAN

MEIS ET AMICIS

A MON MAITRE ET PRÉSIDENT DE THÈSE

M. LE PROFESSEUR TANON

Professeur d'Hygiène à la Faculté de Médecine de Paris
Inspecteur général des Services Techniques d'Hygiène
à la Préfecture

Conseiller technique sanitaire du Ministère
de la Santé Publique

Officier de la Légion d'Honneur

*Qui a bien voulu nous faire le très grand
honneur d'accepter la présidence de cette
thèse.*

A M. LE DOCTEUR NAVARRE

Sous-Directeur de l'Institut d'Hygiène
Professeur à l'Ecole de Médecine de Caen
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PROBLÈME MÉDICO-SOCIAL DE L'ALCOOLISME EN ROUMANIE

AVANT-PROPOS

Malgré tous les travaux et toutes les discussions qu'il a provoqués, l'alcoolisme reste encore maintenant un problème médico-social d'une extrême complexité.

Il est d'une actualité de premier plan et obsède à la fois celui qui, le considérant comme un danger public, cherche une solution, et celui qui en profite et veut maintenir à tout prix le « statu quo ».

Le problème intéresse dans une même mesure le médecin, le sociologue et l'homme d'Etat qui voient avec inquiétude l'alcoolisme pénétrer dans toutes les classes sociales et répandre ses méfaits sans qu'on essaie de l'en empêcher.

La faillite de la prohibition aux Etats-Unis remet en question le problème dans toute sa complexité. Le désaccord continue à régner en ce qui concerne les moyens efficaces pour s'y opposer.

Le moment nous a paru indiqué pour montrer quel est l'état actuel du problème.

Nous nous sommes proposés de limiter le sujet

à la Roumanie. Loin de nous l'intention de nous afficher en ennemi mortel de l'alcool sous toutes les formes. C'est l'excès de consommation par un usage continu et excessif que nous entendons par le mot alcoolisme. C'est son danger et les remèdes à opposer que nous essaierons de préciser dans les chapitres qui suivront.

Ceux-ci traiteront successivement sur les boissons alcooliques courantes en Roumanie, la quantité respective consommée, les causes et les effets de l'alcoolisme, la législation de l'alcool et sa prophylaxie sociale.

Nous ferons précéder ces chapitres par quelques considérations générales sur l'alcoolisme ainsi qu'un court aperçu historique du problème en Roumanie.

CONSIDERATIONS GENERALES SUR L'ALCOOLISME

Les boissons fermentées alcoolisées sont connues et utilisées depuis presque toujours partout. Les Egyptiens, les Celtes, les Romains, les Daces, etc... les connaissaient et en usaient copieusement. Les Arabes qui, les premiers, préparèrent l'alcool pur, ont répandu généreusement la méthode.

Depuis cette époque lointaine, les progrès techniques et l'élévation de la situation matérielle ont introduit l'alcool dans toutes les classes sociales. Tous cherchent et trouvent dans l'alcool une illusion d'énergie, de chaleur et de bien-être qui leur semble sans danger.

Des savants d'une valeur scientifique et morale indiscutable ont même soutenu que l'alcool est un véritable aliment d'épargne par la chaleur et l'énergie qu'il provoque. Ces faits, dont l'inexactitude a été depuis amplement démontrée, continuent à être répandus dans le grand public, par les gens intéressés à la consommation chaque année plus grande de l'alcool.

Aujourd'hui, des millions de familles vivent de la production et de la vente des alcools. Des quantités colossales de céréales et de fruits sont utilisées chaque année dans ce but — 25 milliards de francs sont dépensés chaque année en France pour l'alcool. Il y a 1 débit pour 80 habitants. L'homme, la femme et même l'enfant en consomment et en espèrent le plus grand bien.

L'alcool est un toxique dont les effets se font sentir sur le cerveau, l'intelligence, le foie, l'estomac et d'une manière générale sur tous les organes. Il diminue la résistance aux maladies telles que la pneumonie, érysipèle, scarlatine, typhoïde etc... et prépare le terrain favorable à la tuberculose, à la syphilis, à la pellagre, etc...

Au point de vue social il trouble la raison, cause des crimes, des suicides et des accidents, ruine les familles et fait de l'homme une brute, de sa femme une martyre et de son enfant un dégénéré.

C'est aussi un grand facteur de dépopulation. En résumé, il augmente la mortalité et la morbidité et représente un véritable attentat à la santé de la race.

Ceux qui, convaincus des dangers de l'alcoolisme ont voulu répandre leurs idées, ont eu à affronter la puissante coalition des gens intéressés

à la consommation de l'alcool. Ceux-ci par leur nombre, leur situation matérielle, sociale et politique, ont passé systématiquement sous silence les travaux scientifiques, les statistiques et tout ce qui tendait à faire comprendre au grand public, la vérité sur l'alcool. C'est ainsi qu'on méconnaît les dangers et même voit-on maintenant des sociétés patronnées par l'Etat qui encouragent tout le monde à consommer copieusement les boissons alcooliques.

Pourtant, à la suite des travaux de Magnus Huss, Debove, Lancereaux, Jacquet, Triboulet et autres, une puissante campagne antialcoolique s'est développée.

Le problème de l'alcoolisme fut porté officiellement à la tribune de la Société des Nations en 1926 par la Finlande, puis discuté en 1927 et en 1928. Malgré le nombre et l'importance des Etats intéressés à la consommation de l'alcool, le principe de la lutte contre l'alcoolisme fut définitivement admis en 1931. Des congrès antialcooliques internationaux ont lieu ; l'opinion publique s'y intéresse. Tour à tour, dans chaque pays, on commence à prendre des mesures pour limiter le nombre des débits et diminuer la consommation surtout par des impôts sur l'alcool. La prohibition absolue essayée aux Etats-Unis, ne donna que des déboires. Par contre, la simple restriction de la liberté de consommation donna,

grâce au système de Gottenburg, des résultats excellents.

Dans la majorité des pays, on se donne l'illusion de faire œuvre antialcoolique en rendant l'Etat grand bénéficiaire de la consommation de l'alcool. C'est, nous le verrons dans les chapitres qui suivront, le cas pour la Roumanie.

HISTORIQUE

Aussi loin qu'on remonte dans l'histoire de la Roumanie, on apprend qu'il y avait des vignes nombreuses et qu'on buvait copieusement.

L'histoire nous apprend qu'un Roi de la Dacie, effrayé par les excès alcooliques de ses sujets, avait interdit la récolte des vignes. Cette mesure qui n'alla pas sans des protestations violentes, a été suivie d'une longue époque de prospérité, de santé, de vertu.

Depuis ces temps historiques, les vignes sont redevenues très nombreuses en Roumanie, la fabrication et la consommation de l'alcool augmente de plus en plus ; à mesure que l'alcool devient plus facilement accessible, sa consommation augmente.

Les statistiques médicales deviennent inquiétantes. Le problème de l'alcoolisme se pose en premier plan et commence à intéresser tous ceux qui s'intéressent à la santé publique.

Les travaux de Félix, Xénopol, Haret, Urechia, Obreja, Minovici etc... appellent sur ce problème l'attention des pouvoirs publics.

Finalement, en 1894, on vote le monopole de l'alcool... mais on laisse aux paysans le droit d'en faire pour leur usage personnel ce qui fausse les résultats qu'on espérait obtenir. Pourtant une sérieuse offensive antialcoolique se déclanche vers cette époque par des ligues, conférences, brochures, livres et l'éducation scolaire.

Au début du xx^e siècle, on possède déjà une documentation sérieuse sur l'alcool. Urechia en arrive aux conclusions suivantes : On consomme environ 9 litres d'alcool pur par habitant et par année. Le paysan en boit 3, 4 fois moins que le citadin. La consommation est maxima à Bucarest où, si on excepte les femmes et les enfants qui n'en boivent pas, chaque habitant consomme annuellement 193 litres de vin, 42 litres de bière et 55 litres de rachiou (eau-de-vie à 50 %).

Pour Rösle, la consommation d'alcool serait seulement de 4,60 litres pour les années 1901-1905 ; Gabrielean donne le chiffre de 5,25 litres pour les années 1906-1908. La loi de 1908 prévoit une forte diminution des cabarets ; elle ne fut pas malheureusement appliquée.

Depuis la guerre, l'alcolisme a progressé à pas de géant. L'inertie de l'Etat est la grande cause. Il y a actuellement plus de 50.000 débits de boissons dont 72 % ont été fondés après 1919. 16 milliards

de lei sont dépensés en boissons alcooliques. Il en existe 264 fabriques produisant annuellement pour 3 milliards de lei d'alcool. 40.255 petites fabriques fonctionnent en ce moment pour fournir le rachiou « nécessaire » à la consommation.

Le danger de l'alcool devient alarmant à tous les points de vue ; sanitaire, social, moral, économique, politique, etc...

Une puissante campagne est organisée par le clergé, les économistes, les écrivains, etc... Les 150 brochures antialcooliques publiées, les tableaux allégoriques qu'on affiche un peu partout, les conférences, les livres, les bons exemples, tout est mis en œuvre. Des sociétés antialcooliques sont créées. Nous citerons la « Frezvia » Gernautzi avec 50 filiales et 30.000 membres^e; la société antialcoolique de Cluj les « Bons Templiers », la « Santé Sociale », etc...

En 1927, un progrès notable est réalisé grâce à « l'Office de vente du sucre » qui, dans un but d'ailleurs purement commercial, ouvre dans les campagnes de très nombreux débits et locaux de consommation où le thé et le café sont consommés à l'exclusion de l'alcool. Leur nombre et leur activité progresse de plus en plus pour le plus grand bien des paysans.

Leur activité est fortement encouragée par une

société appelée « la Tempérance », Société antialcoolique placée sous la protection du Ministère de la Santé et dirigée par les plus hautes personnalités religieuses et scientifiques. Son infatigable activité a obtenu des pouvoirs publics une législation de date récente qui, si elle ne résoud pas le problème, au moins facilitera-t-elle l'œuvre antialcoolique.

C'est ainsi qu'on précise par une réglementation minutieuse la fabrication, la conservation et la vente des alcools, on institue un contrôle rigoureux des boissons, on limite le nombre des débits et on les charge de taxes pour diminuer la quantité d'alcool en le vendant plus cher.

Toutes ces mesures, issues d'intentions parfaitement louables, ont le défaut d'être trop timides, ce qui leur enlève une grande partie de leur efficacité.

La société « Tempérance » tend à obtenir la suppression immédiate de l'alcool et celle de la « tzouica » au bout d'un délai de 6 ans.

Les 2 milliards de lei que l'Etat encaisse sur l'alcool seraient largement fournis par l'augmentation massive des impôts sur le vin et la bière restés seules boissons alcooliques, et l'impôt supplémentaire sur le tabac.

Trop d'intérêts s'opposent actuellement à la réalisation d'un tel programme ; c'est pourquoi il reste pour le moment un desideratum.

LES BOISSONS

Les boissons alcoolisées consommées en Roumanie sont très nombreuses. Sauf une très petite quantité d'alcools renommés de provenance étrangère et notamment française, elles sont produites sur place.

Une réglementation précise minutieusement leur fabrication, leur conservation et leur vente. Un contrôle rigoureux est prévu. Nous indiquerons successivement les principales boissons, la quantité respective consommée et les problèmes qui se rattachent à ces différents produits.

Le Vin est très abondant en Roumanie. 423.919 propriétaires de vignes exploitent 236.914 hectares dont presque la moitié sont dans le vieux royaume. Le vin est obtenu sur place ce qui facilite le contrôle sanitaire. Les manipulations nécessaires, notamment à la fabrication du vin mousseux et du champagne, ont des règles précises.

Le contrôle déterminera ainsi si ses qualités physiques et chimiques permettent sa mise en vente qui se fait dans les débits.

La consommation annuelle est d'après la statistique d'ailleurs ancienne de Rösle de 21 litres par

habitant, tandis qu'en France, on en consomme 139 litres, en Italie 114 litres et en Suède 0,6 litres seulement.

Depuis la guerre, sa consommation ne fait qu'accroître ainsi que le démontrent les chiffres suivants : 223.294.000 litres consommés en 1922, 280.350.000 en 1924, presque 300.000.000 dans les dernières années, ce qui représente une dépense annuelle de 7 milliards environ.

Grâce à la taxe infime de 0,75 lei par litre, l'Etat encaisse 214 millions par an.

La Bière est loin d'être aussi en vogue que dans les pays germaniques par exemple. D'après Rösle, c'est le pays où on en consomme le moins, 1 litre par année et par habitant, tandis qu'en Belgique on consomme 218 litres, en Allemagne 119 litres et en France 36 litres. D'ailleurs la consommation de la bière augmente rapidement.

En 1926, elle était de 86.000.000 litres d'une valeur de 1,9 milliards de lei et rapportait à l'Etat grâce à une taxe de 3.50 lei par litre, plus de 77 millions.

Il serait souhaitable que la bière et le vin remplacent complètement l'usage beaucoup plus dangereux des boissons fortement alcoolisées.

L'alcool concentré est de beaucoup le plus funeste. Tous les efforts doivent aboutir à sa prohi-

bition. Il existe 245 fabriques d'alcools patronnées par l'Etat, dont 140 en Transylvanie. Leur production est de 60-200.000.000 litres dont 3/4 environ servent à la consommation et font dépenser 5 1/2 milliards lei annuellement. L'Etat encaisse plus de 1 1/2 milliards.

L'alcool concentré sert à la fabrication de nombreuses boissons par le mélange avec l'eau et différentes substances autorisées par le service sanitaire et ajoutées dans le but de leur donner la saveur, l'odeur et la couleur désirées.

La Tzouica obtenue par la fermentation et la distillation des prunes contient 50 % d'alcool pur, mais celle mise en vente contient 20-40 %. C'est la boisson alcoolique la plus répandue, 25 % de l'alcool est consommé sous cette forme. Il y a 346.523 propriétaires de vergers de pruniers avec une superficie de 234.532 hectares, et plus de 40.000 alambics pour la tzouica et les autres boissons alcooliques fermentées, telles que le rakiou et la tescovine.

Le Rakiou est obtenu par la distillation de la levure de vin, la tescovine est obtenue par la distillation du résidu du vin. Ces deux boissons ont une concentration d'alcool à 60 %, mais dans le commerce elle ne doit pas dépasser 30-40 %.

Le Cognac et le Rhum avec 45-70 % sont beaucoup moins répandus.

La tzouica, le rakiou, la tescovine, le rhum et le cognac représentent une quantité de 25 000.000 litres en valeur de 2 milliards lei. L'Etat par ses taxes encaisse annuellement 158 millions lei.

Pendant longtemps la consommation de l'alcool fut prépondérante. On en buvait à peu près régulièrement à table dans les villes. Dans les campagnes, c'est surtout dans les débits, le dimanche et les jours de fête, qu'on en buvait.

Depuis la guerre, la consommation du vin est restée sensiblement la même. L'alcool et l'eau de vie ont par contre, subi un accroissement extrêmement important et néfaste.

On dépense actuellement plus de 16 milliards par an pour l'alcool, soit 50 % de la valeur de l'exportation et 40 % du budget du pays. Cela représente 1.100.000 tonnes d'aliments d'une valeur de plus de 7 milliards lei qui sont destinés à l'alcool au lieu de servir à la nourriture. L'Etat, par ses impôts, en tire un bénéfice de 2 milliards. Les conséquences de l'alcool lui font dépenser 5 fois plus.

Même en continuant à permettre le vin et la bière les moins néfastes, il pourrait d'ailleurs obtenir le même revenu grâce à des impôts nettement supérieurs.

CAUSES ET CONSÉQUENCES DE L'ALCOOLISME

L'accroissement de l'alcoolisme relève de causes multiples, qui, dans la majeure partie, ne sont pas propres à la Roumanie. En ville, ce sont surtout l'ouvrier, les fonctionnaires et les militaires qui en abusent presque tous les jours. A la campagne tout le monde boit. On ne boit pas régulièrement, mais le dimanche, les fêtes, les baptêmes, les noces, les enterrements, les marchés, etc... sont autant d'occasions pour l'ivresse collective d'où les femmes et les enfants ne sont pas exclus.

Le paysan croit à la valeur tonique de l'alcool. Il en use largement pendant son travail et en distribue généreusement à sa femme et à ses enfants, surtout en cas de maladie.

L'usage est devenu particulièrement facile grâce au nombre considérable des débits.

D'après Vintila Bratiano, ancien chef du Gouvernement en Roumanie, grâce à une inertie condamnable, on a toléré une véritable politique d'alcoolisation.

En Bucovine, où les débits étaient très rares

avant la guerre il y en a actuellement 2.393 De même en Bessarabie qui en possède 5.520.

Le département de Bălți a vu le nombre de ses débits passer de 6 à 1.000.

Il y a en Roumanie 52.796 débits dont 72 % sont fondés depuis la guerre. Un débit pour 430 habitants dans les campagnes, pour 328 dans les villes, chiffre énorme si on le compare à celui de la Suède où il y en a 1 pour 3.000. C'est vrai qu'il y en a 1 pour 430 en Angleterre, 1 pour 264 en Allemagne et 1 pour 80 en France (M. Labbé).

Presque toute la Bucovine, 3/4 de la Moldovie, 1/2 de la Bessarabie et une grande partie de la Transylvanie sont dominés par la passion de l'alcool.

Simionesco, dans ses conférences sur l'alcoolisme, évoque avec tristesse le spectacle navrant des débits bondés de monde, où le rakiou et la tzouica unissent dans l'abrutissement, les hommes, les femmes, les enfants et les vieillards. On en consomme jusqu'au delà de l'ivresse et les crimes violents sont d'une grande banalité.

Le débit est dans le village le centre primordial et d'ailleurs unique de toute activité sociale. Le débiteur dirige la vie intellectuelle, sociale et politique. Cette situation lui donne un attrait et un grand prestige vis-à-vis des paysans et le rend invulnérable

grâce à la protection, reconnaissante ou intéressée, des hommes politiques. Le paysan dont l'état matériel s'est amélioré, dépense en alcool l'excédent de son gain qui aurait dû servir à son instruction et à son confort.

Il en est de même avec l'ouvrier. La hausse des salaires quoique notable, ne lui permettant pas une vie facile pour lui et les siens, sert uniquement à lui faire oublier dans l'alcool ses malheurs.

Loin d'apporter une solution, l'Etat à l'exemple d'autres pays, s'est contenté de faire de l'alcoolisme une source de revenus, grâce aux taxes qu'il impose sur les boissons consommées. Il devient ainsi intéressé à la consommation de l'alcool comme étant le principal bénéficiaire.

Les résultats sont extrêmement inquiétants.

Voilà le bilan de l'alcoolisme d'après un mémoire adressé au Gouvernement par la Société « Tempérance » : 60 % des crimes sont dus dans les campagnes à l'ivresse. Les enfants des alcooliques sont tuberculeux (22 %), épileptiques ou idiots (19 %).

Au conseil de révision, 25 % des inaptitudes militaires sont dues à l'alcool. La mortalité infantile avant 5 ans reconnaît dans 48 %, une hérédité alcoolique comme cause au moins prépondérante.

16 milliards Lei sont dépensés par le public pour l'alcool et 5-6 milliards par l'Etat pour essayer de diminuer ses méfaits.

Ces chiffres rigoureusement exacts sont suffisamment éloquents pour faire comprendre la situation actuelle.

On peut opposer l'alcoolisme chronique du citadin, ouvrier, fonctionnaire, militaire ou intellectuel qui finit par des cirhoses et des polynévrites, à celui du paysan qui boit presque toujours jusqu'à l'ivresse et finit bien souvent à l'asile ou dans les prisons pour crimes violents à la suite de disputes insignifiantes.

Il existe un parrallélisme parfait entre la consommation de l'alcool et le nombre des crimes, des délits avec violence, des homicides, des blessures, des viols, etc...

C'est encore l'alcool qui est la grande cause de la baisse massive de la production agricole et industrielle. Les accidents de l'industrie et des transports en commun, tels que autos, trains, tramways, etc... reconnaissent bien souvent l'alcool comme unique coupable.

Au point de vue médical, l'alcool domine la pathologie et augmente considérablement la mortalité et la morbidité infantile. La misère physiologique qu'il provoque prépare le terrain propice à la

pellagre si fréquente et si funeste dans les campagnes, à la tuberculose chaque jour plus répandue et aux maladies vénériennes.

Quant aux maladies mentales 5-13 % suivant les années et la consommation, reconnaissent comme unique cause l'alcool (obrejia). Ces maladies sont d'ailleurs fréquemment associées à la tuberculose, à la pellagre et à la paralysie.

Ces faits étant connus une activité inlassable s'impose pour limiter le danger.

Parmi les différentes associations, il faut signaler en première ligne la « Tempérance ».

Fondée sur le modèle de la société suédoise de Goetheburg, elle tend à une active propagande anti-alcoolique, fait fonctionner dans les campagnes des débits de boissons non alcooliques et organise des réunions sportives, culturelles et musicales pour le divertissement des paysans. L'Etat les soutient moralement et par des avantages notables accordés à leurs débitants. Leur activité est grande. Les résultats sont notables. Pourtant, il faudrait qu'une législation antialcoolique leur vienne au secours. Dans ces dernières années, une législation qui s'inspire de ces principes fut votée, critiquée car trop incomplète, elle doit être pourtant considérée comme un progrès dans cette voie.

LÉGISLATION DE L'ALCOOL

Vers la fin du xix^e siècle, quand une organisation sanitaire commence à fonctionner d'une manière à peu près satisfaisante, l'opinion publique est émue par l'extension et les dangers de l'alcoolisme aussi bien dans les villes que dans les villages.

Une puissante campagne antialcoolique s'organise et aboutit à des règlements et dispositions législatives tendant à diminuer la consommation et à assurer un contrôle efficace de la qualité des boissons mises en vente. Ces dispositions, dont la valeur est certaine, se sont néanmoins démontrées tout à fait insuffisantes.

L'alcoolisme s'est étendu chaque jour davantage, et, depuis la guerre il est devenu un véritable danger national.

Depuis 10 ans, une imposante campagne antialcoolique a été menée par les savants, les hommes de lettres, le clergé, les journaux, etc... Elle voit finalement quelques résultats pratiques grâce à une série de lois inspirées par elle et votées en 1930 (Loi sanitaire), en 1932, (Loi du monopole de vente des boissons alcooliques et des taxes de consommations) et en 1933 (Nouveau projet du monopole de l'alcool).

Ces lois représentent un réel progrès. Elles sont trop récentes pour pouvoir en juger les conséquences. Nous insisterons successivement sur les dispositions concernant le contrôle des boissons mises en vente, les débits de boissons, les débitants, la répression de l'ivresse, les sociétés de tempérance et pour finir les taxes de consommation.

Le contrôle des boissons et des locaux de consommation est assuré par les inspecteurs sanitaires et de l'hygiène, les médecins sanitaires des départements, des villes et des circonscriptions sanitaires rurales, les médecins vétérinaires, les chimistes officiels et les autorités administratives supérieures.

A titre purement informatif, les agents sanitaires ruraux peuvent également le faire.

Le contrôle se fera au moins une fois par mois et toutes les fois qu'il y aura suspicion de fabrication, de conservation ou de vente de produits dangereux, falsifiés, altérés ou ne correspondant pas à l'origine ou à la composition chimique qualitative ou quantitative indiquée.

Le contrôle pourra se faire dans les fabriques, les magasins, les dépôts, les douanes, les marchés, les cafés, les hôtels ou n'importe dans quel autre local où les boissons sont conservées ou mises en vente.

En cas de suspicion on prélève des échantillons et on les envoie en vue d'examen dans les laboratoires de contrôle de la Direction sanitaire. Les échantillons seront doubles pour rendre possible au besoin une contre-analyse, s'il y a protestation. Les sanctions varient suivant la gravité. On prévoit des amendes plus ou moins élevées, le retrait de la licence de vente et même l'emprisonnement.

Les débits. — La vente des boissons alcoolisées est un monopole de l'Etat. Seuls les débits autorisés en vendent. Ceux-ci doivent posséder un minimum d'hygiène édilitaire et subir des inspections périodiques de la part des autorités sanitaires.

Le nombre des débits est limité de 1 pour 500 habitants, avec un débit supplémentaire pour une fraction supérieure à 250 habitants. Ils ne pourront pas fonctionner à une distance de moins de 100 mètres d'une église ou d'une école. Ces dispositions ne s'appliquent qu'aux débits à créer dans l'avenir.

Actuellement, il y a dans certaines agglomérations un débit pour 165 habitants et leur emplacement reste là où il est. En plus on autorise la création de débits à l'entrecroisement des grandes routes, à l'union de deux villages, etc...

La loi sanitaire prévoit que si les autorités sanitaires constatent que l'alcoolisme est particulièrement développé dans une commune, le médecin sa-

nitaire fera un rapport dans ce sens au Ministère du Travail, de la Santé et de la Protection Sociale qui procédera à la réduction du nombre des débits. On peut également réduire leur nombre si la population le demande.

Si une cinquième partie de la population adulte des deux sexes en fait la demande, un vote public aura lieu 60 jours après. Les adultes des deux sexes votent. En cas de majorité, on procédera à la réduction des débits. Cette mesure ne pourra être abolie que 6 ans après à la suite d'un vote public.

Ces deux dispositions, qui pour le moment restent inopérantes, seront particulièrement efficaces quand l'opinion publique sera acquise aux mouvements antialcooliques.

Le débitant doit être citoyen roumain, être âgé de 25 ans au minimum, savoir lire et écrire ; il doit avoir accompli son service militaire et ne pas avoir subi de condamnation judiciaire.

Après avis favorable de la chambre de commerce, il pourra obtenir un brevet de vente après avoir acquitté à la Direction générale du monopole de l'alcool les droits de licence qui varient de 3.000 à 20.000 lei.

Les débits des communes rurales sont exploités par le conseil communal par mise aux enchères pour une période renouvelable de 5 ans.

En cas de décès du débitant, le débit pourra être dirigé, jusqu'à la majorité des enfants, par sa femme ; la responsabilité sera assurée par un homme ayant les qualités demandées aux débitants. S'il n'y a pas d'enfants, la femme pourra continuer le commerce pendant 3 ans.

Si la femme est décédée et s'il y a des enfants, le tuteur ou l'enfant âgé de plus de 18 ans et émancipé par le mariage continuera l'exploitation du débit.

Mesures contre l'ivresse. — La loi sanitaire défend d'une manière expresse aux débitants, la vente des boissons destinées à être consommées sur place, aux personnes âgées de moins de 18 ans.

De même, aucune boisson ne sera vendue ou donnée aux personnes en état d'ivresse manifeste. Les débitants ou leurs hommes de service n'auront pas le droit d'invoquer les menaces des sus-dites personnes.

Toutes les fois que l'ordre sera troublé par des menaces ou des batailles, ils devront faire appel aux agents de la force publique qui devront intervenir immédiatement. La méconnaissance de ces dispositions entraîne de fortes amendes. Des amendes importantes seront infligées également à toutes les personnes trouvées dans la rue ou dans les locaux publics en état d'ivresse manifeste.

Les délits commis sous l'empire de l'alcool seront impitoyablement punis, l'ivresse étant considérée comme une circonstance aggravante.

Les sociétés de tempérance ainsi que leurs filiales sont des organisations particulières reconnues personnes juridiques et encouragées par l'Etat.

Ces sociétés mènent une utile propagande contre la consommation excessive de l'alcool.

En cas de location d'un débit dans les villages, elles peuvent l'acquérir au prix minimum fixé par une commission spéciale du conseil communal. Le commerce est, dans ce cas, exercé par un de leurs représentants légaux, agréé par l'administration du monopole. La préférence est donnée aux invalides de guerre.

Les Sociétés de Tempérance, en obtenant le brevet de vente des boissons alcoolisées s'engagent à se soumettre aux mêmes règlements que tous les autres débitants. De plus, dans leurs débits elles devront essayer de faire régner les idées de tempérance dont elles se réclament.

Les taxes sur l'alcool sont destinées à rendre l'alcool plus difficilement accessible aux classes pauvres qui en consomment la majeure partie.

Ces taxes varient avec la boisson considérée. Elles sont de 3,50 lei par litre de bière, de 0,75 lei pour le vin, 10 lei pour le vin champagnisé à partir

du vin déjà taxé, 40 lei pour le champagne, 5 lei pour le vin mousseux fait avec du vin déjà taxé et 15 lei pour le vin non taxé.

Les mêmes taxes sont perçues sur les vins étrangers. Les boissons fortement alcoolisées sont produites par l'Etat lui-même qui les met en vente à un prix très supérieur à celui de revient. Ces taxes en même temps que les droits de licence donnent à l'Etat des bénéfices énormes proportionnels à la consommation de l'alcool. Ceux-ci étaient de 1 milliard en 1921 et 1 milliard 1/2 en 1924 ; actuellement ils sont nettement supérieurs à 2 milliards.

C'est une des principales ressources du budget de l'Etat et on comprend pourquoi les législateurs hésitent à mettre en œuvre des moyens vraiment efficaces contre la consommation de l'alcool qui, au moins en apparence, enrichit l'Etat. Le calcul est certainement très mauvais car l'incapacité de travail, les procès, les hôpitaux, les prisons lui font dépenser à cause de l'alcoolisme un chiffre 5 fois plus grand (Obreja).

Même si on voulait garder ce revenu de 2 milliards, on pourrait prohiber l'alcool concentré et l'eau-de-vie et augmenter très notablement les taxes sur le vin et la bière qui seront consommés beaucoup plus. Le revenu serait sensiblement le même et le danger serait très diminué.

La Prophylaxie sociale de l'alcoolisme

Tous les efforts de prophylaxie sociale contre l'alcoolisme tendent à faire disparaître ou tout au moins à diminuer considérablement la consommation de l'alcool.

Les moyens très nombreux et en apparence très simples se révèlent dans la pratique souvent complexes et au moins partiellement inefficaces.

Pendant très longtemps, on a considéré que la mesure prophylactique idéale est la prohibition absolue pure et simple.

Quand cette mesure a été instituée aux Etats-Unis, l'enthousiasme était délirant chez les ligues antialcooliques de tous les pays. C'était, de l'avis de toutes, un progrès énorme, et une preuve de supercivilisation.

Le désenchantement a été rapide.

Malgré tous les efforts et les dépenses colossales nécessaires pour le respect de cette mesure radicale, le régime de la prohibition s'est révélé encore plus néfaste que celui de la liberté de la consommation.

La contrebande, la fabrication clandestine de

boissons alcooliques d'effet toxique encore plus puissant que celui des boissons alcooliques habituelles, leur incroyable consommation malgré une surveillance sévère, ont détruit le crédit du régime dit « sec ».

Les récits des voyageurs, les statistiques médicales et administratives, apportent une preuve indiscutable des méfaits d'une pareille législation dictatoriale.

Actuellement, le principe de la prohibition absolue imposée par l'état semble inadmissible.

Par contre, la prohibition restreinte a donné des résultats magnifiques en Suède et en Norvège où le système de Gothemburg est en honneur depuis des années.

L'instruction scolaire antialcoolique et la propagande intensive dans le public constituent les bases de ce système. Dès que le peuple fut acquis à l'œuvre antialcoolique, on a pu diminuer le nombre des débits à 1 pour 3.000 habitants.

La vente de l'alcool ne peut pas dépasser une quantité maximum par personne. La consommation sur place est impossible.

Dans les pays où ce système est introduit, la consommation d'alcool a baissé dans des proportions considérables.

En Roumanie, comme en beaucoup d'autres pays, on a cru faire œuvre antialcoolique en chargeant les boissons de taxes plus ou moins lourdes destinées à rendre plus onéreuse la consommation. Quelques mesures de police, telles que la loi contre l'ivresse devraient faciliter cette mesure.

Sans tenir compte de l'immoralité d'un procédé qui enrichit l'Etat par l'intoxication de ses sujets, soulignons au moins son inefficacité.

Partout où ce procédé a été mis en application, la consommation de l'alcool est restée au moins la même.

En Roumanie, malgré les taxes, elle augmente chaque année davantage.

C'est que le problème est trop complexe pour une mesure aussi simpliste que celle d'ordre fiscal.

Quand on passe en revue les différentes causes qui engendrent l'alcoolisme, on s'aperçoit qu'elles se résument à deux faits qui sont, d'une part l'attrait de l'alcool, d'autre part, celui local de la consommation.

Le grand public a, sur l'alcool, une idée complètement fausse. Il le considère comme un facteur d'énergie et de chaleur, et l'emploie volontiers pendant le travail et en cas de maladie.

Même en dehors de ces cas, on l'emploie à cause de la sensation de bien-être qu'il provoque, et on

pense généralement que son usage ne présente pas de sérieux inconvénients.

Les preuves de l'inexactitude de cette légende sont très nombreuses. Les médecins, les sociologues, les économistes possèdent des arguments indiscutables sur son rôle néfaste à tous les points de vue.

Il faut répandre ces preuves par une instruction scolaire antialcoolique et par une propagande intensive dans le public à l'aide des livres, des conférences, des brochures, des affiches, des films de propagande, etc...

Des sociétés antialcooliques ont existé depuis longtemps en Roumanie. C'est ainsi qu'à Bucarest, la Société des « Bons Templiers » avait exercé une louable et efficace activité.

En Bucovine, il existait, avant la guerre, la Société antialcoolique « Trezvia », qui groupait 30.000 membres.

Un grand nombre des Sociétés sportives répandait les mêmes idées dans la jeunesse sportive.

Tout récemment, de nombreuses sociétés de tempérance ont été créées partout. L'Etat les encourage, et leur donne certaines facilités d'action.

Leurs efforts très louables sont encore de date trop récente pour permettre de juger du résultat.

L'attrait du local même du débit, est d'ordre très complexe. Ce local est généralement grand,

agréable, bien éclairé, bien chauffé, et présente une atmosphère de bonne humeur. On rencontre des connaissances, et on y passe très agréablement le temps.

L'ouvrier fatigué par son travail, malheureux, habitant bien souvent un taudis où l'attend une atmosphère irrespirable, et le spectacle miséreux de sa famille, est irrésistiblement attiré vers le débit.

Il y retrouve ses camarades, et trouve dans l'alcool un baume à ses malheurs.

L'élévation des salaires, insuffisante pour lui assurer une vie facile pour lui et les siens, lui permet l'achat de l'alcool.

Il en est de même chez les paysans.

Chez lui c'est l'instinct de sociabilité qui le pousse vers les cafés. C'est le seul endroit où on peut s'assembler et discuter aussi bien les potins du village que les intérêts du pays.

Aucun local analogue n'existe en dehors des débits, tandis que ceux-là, on les trouve partout. Cette fréquence excessive des débits leur donne l'embarras du choix. Les diminuer, c'est évidemment bien, mais les remplacer par d'autres locaux, c'est infiniment mieux.

Tandis qu'on ne comprendra pas ses faits, toute mesure fiscale ou policière sera à la fois injuste et inopérante.

La misère et les taudis, principales causes de

l'alcoolisme, devront être combattus préalablement.

L'élévation du niveau culturel et matériel et la réalisation d'un minimum de confort chez soi doivent être les principales préoccupations.

Quand le paysan ou l'ouvrier voudra se réunir avec ses amis pour passer agréablement son temps, il ne faut pas que le seul local capable de les recevoir soit justement un débit de boissons.

Il faut bâtir et aménager, en ville comme en village, des locaux agréables, où on pourra à peu de frais se réunir, s'amuser et s'instruire.

Dans ces maisons, on pourrait consommer tout, excepté des boissons alcooliques, et on pourra y passer agréablement le temps grâce à la musique, aux conférences, à la radiophonie, au cinéma, aux sports, etc...

De cette manière, on unit l'agréable à l'utile. On satisfait le besoin naturel de sociabilité et de diversion, en même temps qu'on élève le niveau culturel des classes sociales les plus soumises aux méfaits de l'alcoolisme.

Cette solution rencontre une opposition violente de la part de ceux qui tirent bénéfice de la consommation de l'alcool.

Il y a en Roumanie 7 à 800.000 chefs de familles qui sont dans ce cas.

Il y a surtout l'Etat qui est le plus grand béné-

ficiaire, car il encaisse 1,5 à 2 milliards annuellement par ses taxes.

Pour tous ceux-ci, l'alcool est une véritable richesse. Ce n'est là qu'une apparence.

Les très nombreuses familles qui vivent de la consommation et de la vente de l'alcool trouveront facilement des occupations rémunératrices quand le paysan, l'ouvrier et les autres, libérés de la passion de l'alcool, auront une puissance de travail et d'achat nettement supérieure.

Quant à l'Etat, les méfaits de l'alcoolisme pèsent sur son budget au moins cinq fois plus que ses taxes lui rapportent.

C'est dire que, aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'Etat, le grand bénéficiaire de la consommation de l'alcool, sera de beaucoup le plus favorisé par la diminution, ou encore mieux, la disparition de l'alcoolisme.

CONCLUSIONS

La Roumanie est, surtout depuis la guerre, un pays très fortement menacé dans sa vitalité et son économie par le danger de l'alcoolisme,

La consommation, chaque année plus grande des boissons fortement alcoolisées, constitue avec son extension rapide aux enfants et aux femmes, la principale caractéristique.

L'inertie des pouvoirs publics a permis un accroissement rapide du nombre des débits qui sont trois fois sur quatre, apparus après la guerre.

Leur grand rôle social et politique dans la vie des villages leur assurent une quasi invulnérabilité.

Il en résulte :

— Au point de vue médical, une impressionnante mortalité et morbidité chez les enfants en bas âge et chez les adultes des deux sexes.

— Au point de vue social, un grand nombre

de crimes, des accidents et des délits, ainsi qu'un abaissement de l'institution de la famille.

— Au point de vue économique, la baisse massive de la production agricole et industrielle et la misère à cause des dépenses énormes et de l'incapacité du travail qui en résulte.

— Enfin, l'Etat qui encaisse deux milliards d'impôts annuels sur l'alcool, dépense cinq fois plus pour essayer de remédier à ces funestes résultats.

Eclairée sur ces faits, l'opinion publique s'en est émue. De nombreuses sociétés mènent une puissante propagande antialcoolique. L'Etat a fait un effort vers une législation logique contre l'alcool, mais cet effort est nettement insuffisant.

Pour faire œuvre vraiment utile, il faudrait :

— Prohiber complètement et rapidement l'usage de l'alcool éthylique à l'exception des prescriptions médicales.

— Prohiber complètement par des mesures restrictives successives la fabrication des autres boissons fortement alcoolisées faites à partir des fruits.

— Augmenter très nettement les taxes sur le vin et les bières, seules boissons alcooliques acceptables.

— Diminuer considérablement le nombre des débits d'alcool.

— Les remplacer par des débits de boissons non alcooliques et diriger la population vers une éducation intellectuelle, musicale et sportive.

Vu : *Le Doyen*,
G. ROUSSY.

Vu : *Le Président*,
L. TANON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- ACHARD. — Action physiologique de l'alcool. Édition de la ligue contre l'alcoolisme.
- Actes de la Conférence Internationale du vin. Paris, 7-11 mars 1932.
- ALCOOLISMUL. — Mémoire adressé au gouvernement par la société « Tempérance ». Husi, 1927.
- Annuaire antialcoolique international. La Roumanie en 1925-1926.
- GAZANEUVE. — La lutte contre l'alcoolisme. Annales d'hygiène publique, industrielle et sociale. Septembre 1933.
- CONSTANTINESCO. — Contributiuni asupra alcoolismului în România din punct de vedere social. Thèse, Bucarest, 1927.
- CREANGA. — Rapport au XIX Congrès International antialcoolique d'Anvers. Bucarest 1928.
- Liga Temperanța din România. Bucarest 1929.
- FELIX. — Istoria hygienei în România. Annales de l'Académie roumaine.
- GEORGESCO. — Contributiuni la studiul bolilor sociale în mediul rural. Thèse de Bucarest, 1926.
- GEROTA. — Alcoolism, 1926.
- GOTTLIEB. — Aperçu de l'hygiène publique et sociale en Roumanie. Thèse de Paris. 1933.
- ICHOK. — L'œuvre antialcoolique de la Suède. Revue d'hygiène de médecine préventive, 1936, p. 555.
- JAQUET. — L'alcool. Etude économique.

- LABBÉ (Marcel). — L'état actuel de l'alcoolisme en France. Revue d'Hygiène et de médecine préventive. 1927, p. 3.
- LEGRAIN. — Voir Rapport du XIX^e Congrès International contre l'alcoolisme.
- Legea Sanitara. Monitorul oficial n^o 54 din 14 iulie 1930.
- Legea monopolului vanzarei spirtoaselor. — Monitorul oficial n^o 96, din 22 Aprilie 1933.
- Liga Temperanta din România. Statute. Bucarest 1930.
- Ministère des Finances. — Memoriu asupra alcoolismului si combaterea lui.
- NICOLAU. — Alcoolismul in România. Ouvrage couronné 1925.
- NICULESCO. — Alcoolismul in România. Ouvrage couronné par l'Académie. Bucarest, 1895.
- Noul proiect al monopolului alcool ului Monitorul oficial 1934.
- OBREJA et DIMULESCO. — Studiul statistic al alcoolismului 1919-1925, Spitalul Janvier 1927.
- PRETORIAN. — Colectiunea Legilor, Regulamentelor si instructiunilor sanitare. Bucarest 1922.
- SCARLAT (Octavian). — Legislatia antialcoolica la altii si politica de alcoolizare la noi. Discours au Congrès antilcoo-lique Cernauti. 8 Novmebre 1927.
— Preotii si alcoolul.
- SIMONIESCO. — Betia si alcoolul. Viitorul, 2 mars 1924.
- STEFANESCO. — Alcoolismul in România. Spitalul 1895, p.374, 474, 504.
- TOULOUSE. — Contre l'alcoolisme. La femme et l'enfant. 1^{er}-5 Janvier 1932.
- TRIBOULET. — Traité sur l'alcoolisme.
- URECHIA. — Cercetari asupra alcoolismului in România. Spi-
talul 1902, p. 189.

